



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

SOMMAIRE

FICHE ANIMATION ÉVÉNEMENT	2
FICHE PROPOSITIONS	8
FICHE COMPLÉMENT ANIMATION	10
VERSION COURTE DE L'ANIMATION : FICHE D'ANIMATION MISTIGRI	26
CARTES À IMPRIMER	28

Auteurs et autrices du jeu : Jules Fischer, Isabel Esquerdo, Astrid Aulanier, avec le groupe de travail constitué de Violaine Martin, Leila Abbaoui, Gérard Saint-Martin, Myriam Olivier, Romain Tavet et Marine Pointillart.

Relectrices du document : Joséphine Dubois, Marie Drique.



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

FICHE D'ANIMATION

ÉVÉNEMENT

ORGANISER UN ÉVÉNEMENT-TYPE À LA PUBLICATION DE L'ÉTUDE	3
ANIMER L'ACTIVITÉ DÉCOUVERTE DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE : L'INJUSTE PRIX	4
ANIMER UN DÉBAT POUR ALLER VERS LES SOLUTIONS.....	6

L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

ORGANISER UN ÉVÉNEMENT-TYPE À LA PUBLICATION DE L'ÉTUDE

Le Secours Catholique, le Réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques publient le 17 septembre 2024 une étude sur l'injuste prix de notre alimentation. Plusieurs délégations du SCCF proposent un événement local convivial à destination d'un public pas encore convaincu par notre positionnement, mais qui pourraient l'être si les émetteurs sont le SCCF, le réseau CIVAM, Solidarité Paysans ou la Fédération des Diabétiques.

ÉVÉNEMENT-TYPE	DURÉE
Animation	1h
Pause	15'
Débat	1h'15
Durée totale	2h30

Ces événements ont pour objectifs de :

- **Donner des clefs de compréhension** sur le fonctionnement de notre système alimentaire
- Permettre aux participants de s'approprier des chiffres et des réflexions
- **Débattre** avec une diversité d'acteurs et **rechercher ensemble des solutions**
- Vivre un **moment convivial** autour de la cuisine ou d'un repas partagé.

Le déroulé de ces événements est pensé en 2 temps : une animation et un temps de débat. Un moment tourné autour de la convivialité sera éventuellement proposé pour faire écho aux enjeux présentés et proposer un temps plus léger et vecteur de liens entre les participant-es.

PARTICIPANT-ES	De 12 à 80 personnes
PUBLIC CIBLE	Un public divers pas encore convaincu : des personnes en situation de précarité, des agriculteurs et agricultrices, des jeunes, des étudiants, des femmes et mères de famille, des bénévoles, etc...
ANIMATEUR-TRICES	Au moins un-e animateur-trice par tranche de 12 personnes
MATÉRIEL NÉCESSAIRE	<ul style="list-style-type: none">→ Un ou plusieurs set de cartes à imprimer et découper (en fonction du nombre de participants)→ La fiche complément d'animation→ S'il y a un moment convivial : du matériel de cuisine / des denrées alimentaires pour cuisiner ou manger ensemble (ce peut être les personnes qui apportent chacune un plat) / de la vaisselle lavable pour organiser le moment convivial→ La fiche propositions



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

ANIMER L'ACTIVITÉ DÉCOUVERTE DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE : L'INJUSTE PRIX

OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> → Faire se rencontrer les participant-es → Donner des clefs de compréhension sur la complexité de notre système alimentaire → Permettre aux participants de s'approprier des chiffres et des réflexions pour amorcer une opinion critique de ce système
DURÉE	Environ 1h
PARTICIPANT-ES	De 12 à 80 personnes
ANIMATEUR-TRICES	Au moins un-e animateur-trice par tranche de 12 personnes
POSTURE DE L'ANIMATEUR-TRICE	Ne pas chercher à interpréter les explications données dans le complément de la fiche de l'animation. Objectiver au maximum les éléments, données, chiffres...
MATÉRIEL NÉCESSAIRE	<ul style="list-style-type: none"> → Le set de cartes à imprimer et découper → La fiche complément animation pour l'explication des chiffres afin de pouvoir répondre aux questions posées
DISPOSITION DE LA SALLE	Libre : cette animation implique des déplacements.

L'outil d'animation est constitué d'un **set de 40 cartes**, réparties en 3 couleurs différentes représentant les 3 catégories de chiffres : **en jaune les chiffres relatifs aux impacts négatifs du système alimentaire**, **en bleu les chiffres relatifs à la formation des prix et à la répartition de la valeur dans le système alimentaire**, et **en vert les chiffres relatifs aux orientations des dépenses publiques**.

Les cartes vont par paire. Sur la première carte un chiffre, et sur la deuxième carte ce à quoi le chiffre correspond. Une aide visuelle permet aux participants et participantes de repérer les binômes de cartes. En bas à gauche ou à droite il y a toujours une pastille, avec un symbole (unique pour chaque binôme de cartes).



Précautions à prendre avant le début de l'animation :

- Imprimer un ou plusieurs sets de cartes en couleur, et les découper en amont selon les lignes pointillées.



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

- Prévoir au moins une carte par participant (quitte à imprimer plusieurs sets). S'il y a moins de 40 personnes, s'assurer que les cartes prioritaires sont bien distribuées (elles sont indiquées par un chiffre "1" en bas) :



- De la même manière, s'il y a moins de 40 personnes, essayer d'équilibrer les différentes catégories afin que les personnes soient réparties équitablement dans les 3 groupes (en fonction des couleurs).
- Identifier/anticiper les binômes de cartes en fonction du nombre de personnes attendues (avoir les trois couleurs et les combinaisons)

Déroulé :

SÉQUENCE	ANIMATION	DURÉE (1H)
Présentation de l'activité	<ul style="list-style-type: none"> → Accueil des participant-es → Distribution des cartes (une carte par personne) → Présentation de l'intention du jeu <ul style="list-style-type: none"> ◆ Comprendre comment notre système alimentaire et agricole fonctionne et comment l'argent public le soutient ou compense ses effets négatifs. ◆ Rassurer les participant-es sur le fait que les cartes sont visuelles, que nous allons nous entraider pour comprendre les chiffres ◆ Rappeler le cadre général de l'animation : non jugement, bienveillance à l'égard des situations vécues et des choix de consommation. ◆ Encourager les participant-es à poser des questions quand ils ne comprennent pas. 	10'
Reformer les paires	<ul style="list-style-type: none"> → Les personnes cherchent leur binôme 	5'
Discussion en binômes	<ul style="list-style-type: none"> → Les participants se rencontrent. Proposition de brise-glace : quel est votre fruit/légume préféré ? → Les participant-es présentent leur carte à leur binôme. Chaque personne explique à son binôme en quoi le duo de cartes peut résonner avec son expérience personnelle. → Éventuellement distribuer de nouvelles cartes aux groupes en demande ou qui ont le temps (en essayant de conserver la même catégorie). 	10'-12'



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

<p>Discussion en groupes par catégories</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Les participant-es se regroupent selon la couleur de leur carte. → Une personne de chaque binôme présente sa donnée au groupe en l'affichant → Temps de discussion : en quoi ces données nous interpellent ? → Chaque groupe désigne un porte-parole qui fera une présentation de 3-5' en plénière des réflexions du groupe → S'il y a des groupes de 4 personnes ou moins, ou si certains groupes ne sont pas suffisamment animés, proposer aux personnes de piocher parmi les cartes qui n'ont pas été distribuées. 	<p>15'</p>
<p>Remise en contexte et partage des réflexions en plénière</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Chaque porte-parole présente en 3 à 5 minutes les réflexions du groupe. → L'animateur-trice reprend en 5 à 10 minutes les messages clefs de l'étude. Il reprend les différentes catégories pour expliquer que : "le système alimentaire est à bout de souffle : il génère de nombreux impacts négatifs (environnement et santé) et ne permet pas une juste rémunération pour le producteur et un prix juste pour le consommateur. Beaucoup d'argent public est dépensé pour résoudre ces problèmes, mais cet argent est soit insuffisant soit mal dépensé puisqu'il ne permet pas de résoudre cette situation". 	<p>20'</p>

ANIMER UN DÉBAT POUR ALLER VERS LES SOLUTIONS

<p>OBJECTIF</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Permettre aux participants de se remémorer les chiffres et analyses du système alimentaire pour amorcer une critique de celui-ci et une envie de le changer → Débattre avec une diversité d'acteurs et rechercher ensemble des solutions → Comprendre les propositions liées à l'étude, leur utilité et ce qu'il est possible de faire localement
<p>DURÉE</p>	<p>1h15</p>
<p>PARTICIPANT-ES</p>	<p>De 12 à 80 personnes</p>
<p>ANIMATEUR-TRICES</p>	<p>Idéalement un animateur par groupe de 8 personnes</p>
<p>MATÉRIEL NÉCESSAIRE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un vidéoprojecteur et un ordinateur pour projeter la vidéo de présentation (lien YouTube) • Des fiches propositions (recto-verso au moins 1 par personne)



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

DISPOSITION SALLE

Des cercles de 8 chaises, avec ou sans table.

Le débat est une partie importante des événements, il permet de prolonger la compréhension de l'étude, surtout dans sa dimension politique. Il permet également de ne pas arrêter l'animation au niveau des constats (relativement pessimistes de la situation). Le débat sera d'autant plus riche que les groupes sont mixtes et que l'animation favorise l'expression de tous et toutes !

ANIMATION	CONTENU	DURÉE
Vidéo de présentation	→ Projeter la vidéo qui présente les résultats de l'étude en annonçant l'intention du débat.	5'
Formation des groupes et lecture des propositions	→ Les participant-es sont invité-es à se rassembler en groupe d'environ 8 personnes. Dans l'idéal, il y a un-e animateur-trice par groupe. → Distribuer une fiche propositions recto-verso par personne et laisser le temps à chacun chacune de la lire	15'
Premier tour de discussion puis réactions	→ Les participant-es sont invité-es à répondre à la question suivante en 2 minute max par personne : Quelle proposition me parle le plus et pourquoi ? Premier tour sans jugement ni réaction, être dans l'écoute. → Deuxième tour pour réagir.	30'
Deuxième tour de discussion	→ Les participant-es répondent à la question suivante : Comment peut-on, individuellement et collectivement peser pour changer notre système alimentaire ? → L'objectif est que les participant-es se positionnent sur un ou plusieurs leviers concrets (action de terrain, plaidoyer), ou qu'ils partent avec les clés pour se positionner	15'
Conclusion	→ Clôture du débat et ouverture sur la suite en plénière → Distribution des flyers : l'objectif est que les participant-es aient les documents en main pour s'investir dans les actions concrètes ou dans un plaidoyer local → Possibilité de prendre les contacts des personnes intéressées sur une feuille en vue de les recontacter.	10'



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

FICHE PROPOSITIONS

Le 17 septembre 2024, le Secours Catholique-Caritas France, le réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques publient leur étude: *L'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et la planète ?*

Cette étude apporte des propositions pour faire évoluer le système alimentaire afin de garantir à tout le monde un accès digne à une alimentation, rémunératrice pour les producteurs, et qui respecte les limites de la planète :

CHOISIR ENSEMBLE CE QUE L'ON VEUT PRODUIRE ET CONSOMMER

1. **Adopter une loi-cadre en faveur du droit à l'alimentation** en France à l'issue d'un débat démocratique, et **donner une compétence alimentation aux collectivités locales** pour mieux piloter les politiques alimentaires
2. **Ouvrir les chambres d'agriculture aux citoyens** pour leur donner plus de poids dans des décisions qui concernent toute la société
3. **Ouvrir et labelliser des maisons solidaires de l'alimentation durable** où faire des courses accessibles durables, apprendre et débattre ensemble
Au niveau local : monter et soutenir ces maisons

SE BATTRE POUR QUE TOUT LE MONDE PUISSE SE NOURRIR DIGNEMENT

4. **Revaloriser les bas salaires et les minima sociaux**, et **faciliter l'accès aux droits** pour sécuriser et renforcer les revenus
5. **Soutenir des dispositifs qui permettent à tout le monde d'accéder à une alimentation de qualité** (universels comme les caisses alimentaires territoriales ou les épiceries sociales et solidaires, ou plus ciblés)
Au niveau local : monter et soutenir ces projets

L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

SOUTENIR LA TRANSITION VERS UN SYSTÈME RESPECTUEUX DE LA SANTÉ ET DE LA PLANÈTE

- 6. Assurer la transparence des prix** : rendre obligatoire l'affichage du taux de marge et mieux encadrer les marges appliquées sur les produits de qualité
- 7. Mieux réguler la publicité à destination des enfants** sur les aliments notés D et E par le Nutri-score, et **renforcer l'éducation à l'alimentation** par la pratique culinaire et le goût pour encourager la consommation de produits sains et durables
Au niveau local : restreindre l'implantation de fast-food dans certains lieux et réguler voire interdire l'affichage publicitaire grâce au Règlement Local de la Publicité Intercommunal (RLPI)
- 8. Réorienter les aides nationales et les aides de la PAC** pour mieux soutenir l'agroécologie et l'émergence de filières alimentaires locales
Au niveau local : favoriser l'implantation de lieux de transformation, de commerces ou marchés qui fournissent des produits de qualité accessibles et durables, et l'offre de transports pour y accéder.
- 9. Améliorer la qualité des produits** dans la restauration collective et son accessibilité, notamment par la mise en place d'une tarification sociale.
Au niveau local : les crèches, écoles voire EHPAD sont généralement sous la responsabilité de la commune, les collèges sous celle du département et les lycées sous celle de la région.

Les Plan Alimentaires Territoriaux sont de formidables outils, s'ils répondent à des objectifs écologiques et qu'ils adoptent une approche participative !

REPENSER LES ACCORDS COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

- 10. Conditionner l'import de produits alimentaires au respect des normes** environnementales, sanitaires et sociales de l'Union Européenne en adoptant un moratoire sur les accords de libre-échange (ex : le Mercosur)
- 11. Interdire l'exportation de pesticides interdits en Europe** pour protéger la santé des paysans et des populations dans les autres pays aussi

Pour lire l'étude, rendez-vous sur toutlemondeatable.secours-catholique.org



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

FICHE COMPLÉMENT ANIMATION

LES IMPACTS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE.....	11
1. 3 millions de tonnes de soja importé en 2021 du Brésil	11
2. ¼ des émissions de gaz à effets de serre générées par notre alimentation	11
3. 36 % des oiseaux de champs ont disparu en 30 ans	12
4. 40 points de collecte d'eau potable abandonnés chaque année.....	13
5. 8 millions de personnes en insécurité alimentaire.....	13
6. 5,5 milliards d'euros dépensés en marketing et publicité	14
7. +160 % de Français traités pour le diabète en 20 ans	14
LA RÉPARTITION DE LA VALEUR	16
8. 18 % des agriculteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté	16
9. Prix des produits agricoles divisés par deux en 25 ans.....	17
10. 76 % des achats des français réalisés en grande surface	18
11. 82 % des ventes alimentaires assurées par 5 distributeurs	18
12. 0,70€ reviennent aux agriculteurs sur 10€.....	19
13. 1,5€ reviennent aux commerces sur 10€.....	20
LES DÉPENSES PUBLIQUES	20
14. 67 milliards d'euros dépensés pour entretenir le système alimentaire.....	20
15. 48,3 milliards d'euros pour soutenir les différents maillons du système alimentaires	21
16. 19 milliards d'euros pour compenser les impacts négatifs du système alimentaire	22
17. 12 milliards d'euros dépensés pour traiter les maladies alimentaires	23
18. 0,6 milliards d'euros dépensés pour l'aide alimentaire.....	23
19. 2 milliards d'euros dépensés pour soutenir les agriculteurs pendant les crises	24
20. 80 % des aides publiques vers des acteurs pris dans une course aux volumes.....	24

Le Secours Catholique - Caritas France, le Réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques publient le 17 septembre 2024 une étude sur "l'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et la planète?". Ce document donne des explications pour chaque paire du jeu de carte conçu pour parler de l'étude.



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

LES IMPACTS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

1. 3 millions de tonnes de soja importé en 2021 du Brésil

La France importe une partie importante de son alimentation (60 milliards d'euro en 2019), et ces **importations concernent des produits très différents, venant des 4 coins du monde, mais aussi de nos pays limitrophes!** Par exemple, la France importe près de 70 % des fruits qu'elle consomme ; elle importe des produits laitiers alors qu'elle en produit plus qu'elle n'en consomme ; elle importe également chaque année plus de trois millions de tonnes de soja pour l'alimentation animale (volailles et bétail) provenant du Brésil (voir encadré p.61 de l'étude).

Ces importations génèrent de nombreux problèmes : **le transport de ces marchandises émet des quantités non négligeables de gaz à effets de serre** (voir 2. ¼ des émissions), mais la plus grande partie de ces impacts négatifs pour notre consommation se fait au Brésil, ce sont des impacts "importés" :

- Quand le droit du travail est moins strict ou moins respecté dans les pays producteurs, cela peut être **délétère sur le plan social**.
- Quand la réglementation sur l'usage de substances agricoles diffère, cela a des **impacts sur la santé des agriculteurs étrangers, ou des consommateurs français**¹. Le Brésil utilise plus de 120 pesticides et engrais aujourd'hui interdits dans l'Union Européenne pour leur dangerosité sur la santé humaine ou sur l'environnement².
- **Le soja est l'une des principales causes de la déforestation en Amazonie**, dans le Gran Chaco et le Cerrado, trois des principaux écosystèmes forestiers d'Amérique du Sud³. Quand la France importe du soja brésilien, elle soutient ce modèle.

[Le coût de ces impacts hors de France n'a pas été considéré dans le chiffrage de l'étude]

2. Un quart des émissions de gaz à effets de serre générées par notre alimentation

Ce chiffre provient des résultats d'une étude de l'Ademe en 2019. Les gaz à effet de serre (GES) sont des gaz qui ont pour effet d'augmenter globalement la température à la surface de la terre. Une certaine quantité de GES sont présents naturellement dans l'atmosphère, mais leur nombre a augmenté significativement depuis la révolution industrielle, sous l'effet de l'activité humaine. **Leur augmentation est en lien direct avec**

¹ Voir : Greenpeace ([lien](#))

² Source : Institut Veblen, 2024

³ Source : Greenpeace ([lien](#))



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

Le dérèglement climatique constaté aujourd'hui à l'échelle mondiale.

Notre alimentation (depuis la production jusqu'à la mise à la poubelle de notre alimentation, en passant par sa distribution, transports etc.) représente un quart des émissions de CO₂ des français. Mais, l'agriculture représente le gros de cet impact (les deux tiers!). Ces émissions sont pour la plupart le produit de l'élevage (déjections animales), des engrais utilisés qui libèrent de l'azote, et du carburant utilisé pour les engins agricoles ou les bâtiments d'exploitation.

Dans le cadre de l'étude, ce chiffre est utilisé pour montrer que notre alimentation a un poids important sur l'environnement, mais aussi que c'est un levier essentiel pour le changement ! Une transition du secteur agricole et plus largement du système alimentaire vers des pratiques plus vertueuses et moins émettrices peut être un **tournant significatif dans la lutte contre le dérèglement climatique**. Ce dernier joue un rôle important dans les crises agricoles à répétition. En 2021, 2 milliards d'euros étaient dépensés par l'Etat français pour aider les agriculteurs et agricultrices en cas de crise agricole (voir 19. 2 milliards d'euros). Des crises dont l'intensité et la fréquence sont exacerbées par le dérèglement climatique.

3. **36 % des oiseaux de champs ont disparu en 30 ans**

Ce chiffre provient de l'ONB, l'observatoire national de la biodiversité⁴. Le milieu agricole est celui où les oiseaux qui y vivent ont subi le plus fort déclin (voir graphique). C'est surtout l'usage de produits chimiques (engrais et pesticides) qui est en cause.

La biodiversité est essentielle pour la bonne santé des écosystèmes et des humains. On parle pourtant de "6e extinction de masse". L'extinction d'une espèce est dommageable en soi : quand une espèce disparaît c'est pour toujours, et c'est tout un pan de l'histoire de la vie sur Terre qui s'éteint avec elle. Mais ce n'est pas le seul problème : les écosystèmes sont formés d'espèces très diverses qui interagissent entre elles et dépendent les unes des autres. **Quand une espèce disparaît ou quand une population réduit drastiquement, c'est tout l'équilibre de ces écosystèmes qui est mis en péril.**

Dans le cadre de l'étude, ce chiffre est utilisé pour illustrer l'un des impacts de notre système agricole sur l'environnement (et de ses effets boomerang pour la société). Les 3,4 milliards d'euros dépensés pour compenser et réparer les impacts négatifs du système alimentaire sur l'environnement renvoient seulement aux montants des politiques mises en place pour compenser cette situation, ils ne représentent pas ce que nous "coûte" réellement cette disparition, car nous la considérons irréversible. (voir p.63 de l'étude).

⁴ Voir ONB : [lien](#)



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

4. 40 points de collecte d'eau potable abandonnés chaque année

Notre alimentation a un impact non négligeable sur la planète : sur notre climat d'abord (voir [2. ¼ des émissions dues à notre alimentation](#)), mais également sur nos conditions de vie et notamment sur notre eau potable. **Les quantités de pesticides et d'engrais utilisés sur les exploitations agricoles sont un facteur majeur de pollution.** Les pesticides ruissellent dans les cours d'eau où ils exercent aussi leur fonction "d'élimination", et les nitrates, présents en grande quantité dans les engrais, favorisent la prolifération d'algues qui étouffent les milieux naturels.

Ces pollutions ont un impact direct sur notre quotidien, en polluant les points de collecte d'eau potable, les rendant parfois complètement inutilisables. Au total c'est plus de 1 600 points de collecte qui ont été abandonnés entre 1980 et 2022 à cause de trop fortes concentrations en pesticides et en nitrates. Cela représente en moyenne 40 points de collecte d'eau potable chaque année⁵.

5. 8 millions de personnes en insécurité alimentaire

Le rapport rappelle que, malgré la productivité de notre système alimentaire et malgré les bas coûts de sa production, les mangeurs et mangeuses ne parviennent pas tous à se nourrir correctement en France. L'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire et alimentaire, de l'environnement et du travail) publie régulièrement son étude sur les évolutions des habitudes et modes de consommation. La troisième édition de celle-ci établit que ce sont **8 millions de personnes en France, soit plus de 10 % des Français, qui sont en situation d'insécurité alimentaire**, n'ayant pas accès à une alimentation saine, suffisante et de qualité. En cause : un pouvoir d'achat trop faible, un manque d'accès géographique à des points de distribution, ou une qualité insuffisante des denrées consommées. Toutes les personnes en insécurité alimentaire ne se rendent pas à l'aide alimentaire, c'est pourquoi on peut aussi lire que 2 millions de personnes (au moins) se rendent à l'aide alimentaire en France.

“ Quand j'ai eu des enfants, j'ai pris de bonnes résolutions. Pour mes filles, c'était bon, je préparais des petits pots moi-même. Dans ma tête, je me disais que c'était bien parti pour elles, moi je prenais ce qui restait par exemple le reste du petit pot. C'est trop stressant de ne pas pouvoir donner de la qualité à ses enfants. ”

Sylvie, MEMBRE DU GROUPE DU FINISTÈRE,
EN RECHERCHE D'EMPLOI

L'insécurité alimentaire génère des **problèmes sur la santé** des consommateurs

L'insécurité alimentaire génère des **problèmes sur la santé** des consommateurs

⁵ Voir [bilan environnemental de la France](#), Ministère de la Transition Écologique 2023



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

et consommatrices, mais également du **stress et de l'anxiété** liée à l'incertitude sur le fait de pouvoir se nourrir le lendemain.

6. 5,5 milliards d'euros dépensés en marketing et publicité

Le BASIC, bureau d'étude qui a réalisé le travail scientifique pour ce rapport, a calculé le total de l'argent privé dépensé pour promouvoir des produits alimentaires : 5,5 milliards d'euros en 2023 (voir encadré p.52 de l'étude), qui sont indirectement payés par les consommateurs. Ce chiffre est calculé en additionnant les budgets en communication et marketing de la **distribution alimentaire** (3 milliards), de la **restauration** (0,5 milliards) et de la **fabrication alimentaire** (2 milliards).

Aujourd'hui les produits ne sont presque plus différenciés par leur origine ou leur qualité, mais davantage par la publicité et leur image de marque, qui les valorise. Ce glissement entre valeur intrinsèque et valeur "immatérielle" met en avant la grande standardisation de produits qui sont fabriqués à partir des mêmes ingrédients (sucre raffiné, graisses hydrogénées...), et qui sont connus et vendus à grands renforts de publicités.

Ces investissements importants sont à l'origine d'**injonctions contradictoires** : d'un côté les consommateurs et consommatrices sont incités à consommer des fruits et légumes, un régime sain, diversifié... De l'autre, la publicité promeut très largement des produits peu sains, avec près de 50 % de ces investissements publicitaires qui promeuvent des produits trop gras, trop sucrés, trop salés⁶.

Aliments bruts ou peu transformés : fruits, légumes, huile d'olive, sel...



Aliments transformés, fabriqués à partir des denrées précédentes et des procédés simples : baguette de pain, conserve, jambon, confiture, fromage...



Aliments ultra-transformés, par des procédés industriels, à partir de denrées précédentes, de produits industriels et additifs : paquets de pâtes instantanées, céréales, sodas, biscuits en sachets, etc.



Résultat de ces processus : une grande partie des produits agricoles sont indifférenciés et substituables, quel que soit le territoire d'origine où ils ont été cultivés ou élevés.

7. +160 % de Français traités pour le diabète en 20 ans

En France, **4 millions de personnes sont traitées pour le diabète**. C'est surtout le diabète de type 2 qui est en cause (90 % des diabètes diagnostiqués en France). Contrairement au diabète de type 1, le diabète de type 2 est directement lié à l'alimentation. Et le plus marquant est l'évolution très rapide de cette maladie. Le nombre de personnes diabétiques a augmenté de 160% en 20 ans, soit multiplié par 2,6. L'ensemble des maladies alimentaires ont un impact très fort sur la vie des personnes concernées, mais ce sont également des coûts partagés importants : près de 12 milliards d'euros d'argent public sont dépensés chaque année pour soigner les maladies liées à

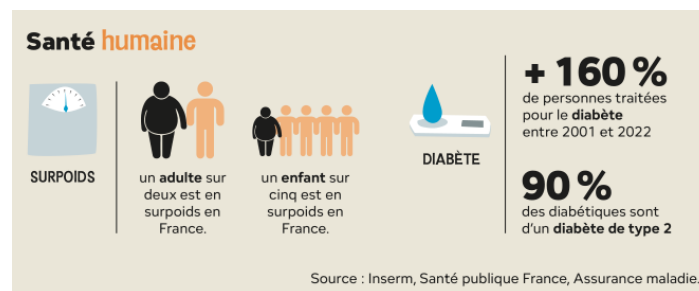
⁶ Santé publique France 2020



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

aux effets de notre mauvaise alimentation - trop grasse, trop sucrée, trop salée (voir p.51 de l'étude).



Notre système alimentaire favorise certaines maladies alimentaires : le diabète, mais aussi le surpoids, qui concerne 1 adulte sur 2 et 1 enfant sur 5, ou encore l'obésité qualifiée d'épidémie par l'Organisation mondiale de la santé.

Et cela via notamment 2 mécanismes :

- **Le changement de nos modes de consommation et régimes alimentaires** : l'augmentation de la consommation de boissons sucrées, la baisse de notre consommation de produits bruts et frais et la hausse de la consommation d'aliments ultra-transformés. On consomme en France chaque année environ 90 kg de produits alimentaires ultra-transformés (notamment via les plats préparés) et 80 litres de boissons ultra-transformées (sodas...) par personne. Ces produits sont souvent caractérisés par un manque de fibres, à l'origine d'une perte de sensation de satiété et d'une appétence qui poussent à la consommation.
- **la forte promotion d'aliments trop gras, trop sucrés et trop salés** par des acteurs importants du système alimentaire. **Le secteur agroalimentaire dépense chaque année 5,5 milliards d'euros en publicité et marketing**, dont la moitié pour des produits de faible qualité nutritionnelle (nutri-score D et E), par exemple pour la restauration rapide, les chocolats et les boissons sucrées. Les consommateurs subissent des **injonctions contradictoires**, quand ils entendent par ailleurs les recommandations sanitaires ("mangez 5 fruits et légumes par jour"). **Parallèlement, les produits de qualité et ou frais (fruits et légumes) sont loin d'être accessibles financièrement.** Certains le sont en partie par l'effet de sur-marges de la part de distributeurs : en 2018, une étude de l'UFC Que Choisir montrait que 46 % du surcoût du bio provient en réalité des "sur-marges" réalisées par les grandes surfaces. Dit autrement, **la différence entre le prix d'un produit avec label bio en supermarché, et d'un produit sans, s'explique pour moitié par des marges plus avantageuses.**



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

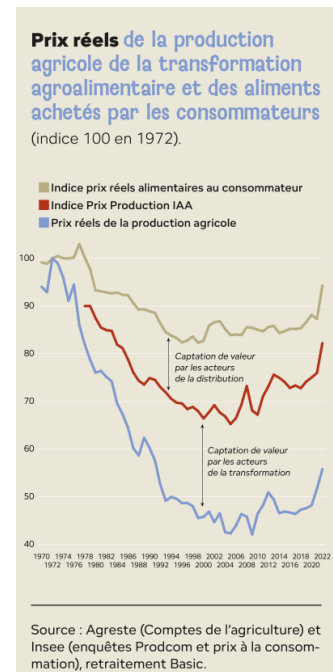
QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

LA RÉPARTITION DE LA VALEUR

8. 18 % des agriculteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté

La précarité économique concerne les consommateurs, mais également une partie du monde agricole, en particulier les paysans et paysannes. En 2021, selon l'Insee, **près de 18 % des agriculteurs vivaient très largement en dessous du seuil de pauvreté (1 158 euros par mois).**

Cette situation est due à la pression sur les prix qui est vécue par une majorité des producteurs, venant de la part de leurs acheteurs. En 20 ans, le prix des produits agricoles a été divisé par 2. (voir 9. baisse du prix agricole). Pour compenser cette baisse de prix, nombreux sont ceux qui cherchent à produire plus pour s'y retrouver financièrement, et s'engagent dans une course aux volumes, favorisée par des subventions largement dirigées vers les acteurs les plus gros (voir 20. 80% des aides vers la course au volume). Mais cette stratégie n'est pas toujours gagnante pour le producteur, et encore moins pour l'environnement et la santé. Elle encourage les agriculteurs à s'endetter pour acheter du matériel toujours plus gros, plus rapide, plus cher, qu'il faut ensuite rembourser... Et les revenus de la vente ne sont pas toujours au rendez-vous. **Le salaire des agriculteurs est trop souvent la variable d'ajustement de leur budget.** Résultat, une précarité très répandue qui mène parfois à des drames : le taux de suicide est deux fois plus important chez les agriculteurs que dans le reste de la population⁷.



9. Prix des produits agricoles divisé par deux en 25 ans

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pouvoirs publics ont encouragé une transformation de notre système agricole et alimentaire pour pouvoir produire plus, moins cher et assurer notre souveraineté alimentaire. Cet objectif a été en grande partie atteint, mais pendant plusieurs décennies, les prix à la consommation n'ont pas autant baissé que les prix agricoles. **Entre 1975 et 2000, les prix des produits agricoles ont été divisés par deux !**

Cet écart s'explique par l'essor des secteurs de la transformation et de la distribution qui ont trouvé d'autres manières de "créer de la valeur", au-delà des qualités intrinsèques du

⁷ MSA 2021



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

produit. Ils lui « ajoutent » deux types de services, leur permettant de générer de la valeur ajoutée :

1. des produits de plus en plus élaborés, qui répondent en partie à des évolutions des modes de vie (cuisinés prêts à l'emploi, emballage individuel, etc.) ;
2. des produits qui se différencient avant tout une réputation qui est construite et entretenue grâce à des dépenses croissantes de marketing et de publicité (part croissante d'immatériel).

Autrement dit, la valeur du produit et son prix sont de plus en plus déconnectés de la matière première et des coûts de production des agriculteurs et des agricultrices. Ils sont de plus en plus liés à la transformation et à la différenciation par le marketing. Ces deux logiques sont elles-mêmes rendues possibles par des dynamiques de massification et de standardisation des productions agricoles.

En parallèle, la monoculture se généralise, et l'agriculture a tendance à s'homogénéiser. Les agriculteurs sont donc en concurrence directe entre eux, aux quatre coins de la France mais aussi avec les agriculteurs étrangers. Pour rester compétitifs dans ce marché, une grande partie des agriculteurs choisit de produire toujours plus pour bénéficier d'économies d'échelle et ainsi vendre leurs produits certes à bas prix mais en grande quantité. C'est ce qu'on appelle dans l'étude un "modèle volume", un modèle qui est par ailleurs largement encouragé par les pouvoirs publics (voir 20. course aux volumes).

10. 76 % des achats des français réalisés en grande surface

L'essor des grandes surfaces a été fulgurant. En 1960 il n'existait qu'un seul supermarché en France ; en 2012 c'était 1 900 ! Et cet accroissement traduit une réelle transformation de nos modes de consommation depuis la Seconde Guerre mondiale, puisqu'aujourd'hui, plus des $\frac{3}{4}$ de nos courses sont faites dans des grandes surfaces (plus de 400 m²). Cela encourage un certain modèle de distribution, qui brasse des volumes importants, et **favorise un modèle de production et de consommation intensif** (voir 11. concentration de la distribution).

Mais plusieurs raisons expliquent le succès des supermarchés et hypermarchés. Les plus grandes surfaces font des économies d'échelles très importantes, ce qui leur permet de vendre certains produits à un prix moins élevé. Tout est disponible au même endroit, le service du drive est apprécié... D'autre part, le maillage territorial très dense de ces espaces conditionne nos choix : tout le monde n'a pas le temps ou la possibilité de se déplacer sur des kilomètres pour accéder à un autre type de distributeur (une contrainte encore plus forte en contexte de ruralité).



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

11. 82 % des ventes alimentaires assurées par 5 distributeurs

La majorité de notre alimentation est le fruit d'une collaboration entre les agriculteurs, l'industrie agroalimentaire qui s'occupe de la transformation, et les débouchés intermédiaires et finaux (centrales d'achat, restaurateurs, distributeurs...). Mais ces liens très étroits ne signifient pas pour autant une égalité dans les négociations et les décisions. **La transformation profonde de notre système alimentaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a largement contribué à un phénomène de concentration, rendant ces relations asymétriques** (transformation et surtout distribution).

Du côté de la distribution, les entreprises ont grossi et sont concentrées grâce à des stratégies diverses : ouverture à l'international, augmentation de la taille des espaces de vente (naissance des hypermarchés), concurrence par les prix, essor des marques distributeur... Tant et si bien qu'aujourd'hui seulement **5 entreprises détiennent 82 % de la part de marché de la distribution** en superettes, petites, moyennes et grandes surfaces (Leclerc, Carrefour, Intermarché, Système U et Auchan).

En bref, un très petit nombre d'acteurs contrôle la grande majorité des débouchés, ce qui leur donne un poids et un pouvoir considérables, notamment dans la fixation des prix (qui engendre une pression à la baisse sur les prix agricoles) et dans les aliments proposés aux consommateurs.

12. 0,70€ reviennent aux agriculteurs sur 10€

Ce chiffre est issu de l'euro alimentaire, un graphique créé par l'OFPM (Observatoire de la Formation des Prix et des Marges, dépendant du ministère de l'Agriculture), qui évalue la répartition de la valeur moyenne sur 100 euros dépensés en France en produits alimentaires. C'est donc une estimation approximative, mais elle permet de déterminer les acteurs qui bénéficient le plus du système alimentaire. En 2018, ce sont les distributeurs (15,3 % pour les commerces) qui captent le plus de valeur en moyenne. Bien loin derrière, les producteurs français ne récoltent que 6,9 % de la valeur finale, soit approximativement **0,70€ pour 10€ dépensés en produits alimentaires**. Ce chiffre est d'autant plus frappant quand on constate qu'en 1960, les matières premières agricoles représentaient 18 % de la valeur finale, soit 1,80€ pour 10€ dépensés en produits



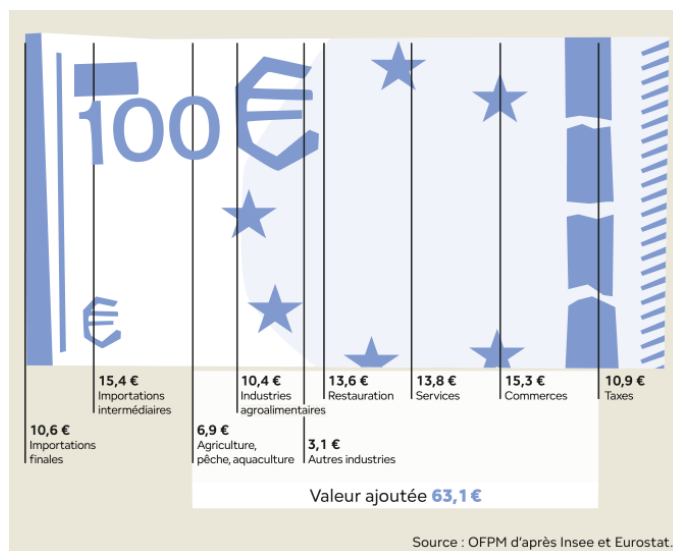
L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

alimentaires (voir 9. prix agricoles divisés par deux).

13. 1,5€ reviennent aux commerces sur 10€

Le graphique de l'euro alimentaire (voir ci-dessus) montre que les acteurs du commerce (distributeurs) captent aujourd'hui le plus de valeur ajoutée dans notre système alimentaire, en engrangeant en moyenne près de 1,5€ pour 10€ dépensés en produits alimentaires. En comparaison, les producteurs français n'en captent que 0,70€ sur 10 (voir [12. 0,7 euros pour les agriculteurs](#)).



L'argent capté par les distributeurs, ce n'est bien sûr pas que du profit :

- Une grande partie est constituée par des charges à payer : transport (notamment à longue distance), loyer et dépenses en électricité pour les locaux, salaire des employés de caisse ou de manutention...) La logistique coûte cher, si bien que des magasins discount comme Aldi ou Lidl cherchent à en limiter les coûts. Leur prix en moyenne moins élevés s'expliquent en partie par une rationalisation des dépenses logistiques ;
- La publicité et le marketing constituent une dépense élevée ;
- Enfin, les marges des distributeurs : il est aujourd'hui compliqué de connaître les montants de ces marges car ces informations sont peu transparentes.



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

LES DÉPENSES PUBLIQUES

14. 67 milliards d'euros dépensés pour entretenir le système alimentaire

Les résultats de l'étude sont sans appel : 67 milliards d'euros sont dépensés *a minima* en 2021 **pour soutenir et compenser les impacts négatifs de notre système alimentaire**. Ce chiffre correspond à l'addition de deux autres :

> 48 milliards d'euros de soutiens publics (voir 15. 48 milliards d'euros de soutien)

> 19 milliards d'euros pour réparer ou compenser les impacts négatifs liés au système alimentaire (voir 16. 19 milliards d'euros de compensation) - environnementaux, santé, social.

L'addition de ces budgets montre que l'alimentation est un poste de dépense important - 3 % du PIB français (la richesse produite par le travail et le capital des Français chaque année) - mais il n'y a rien d'excessif à consacrer 2 à 3 % de la richesse nationale à soutenir, orienter et réparer le système qui nous nourrit (c'est l'équivalent du budget de l'Éducation nationale). Les dépenses sont même loin de suffire à réparer ou à compenser à hauteur des dégâts.

15. 48,3 milliards d'euros pour soutenir les différents maillons du système alimentaires

48,3 milliards d'euros : ce sont les montants dépensés chaque année par les pouvoirs publics en soutien aux acteurs du système alimentaire. Ce calcul est le fruit d'une analyse ligne par ligne des budgets de l'Etat français (la moitié de ces 48 milliards), de l'Union européenne (un quart) et des collectivités territoriales (un quart).

Ce **soutien public ne concerne pas seulement (ni majoritairement) les agriculteurs comme on le pense souvent. Les autres maillons sont aidés**, notamment sous forme d'exonérations sociales et fiscales pour les acteurs de la transformation et de la distribution. C'est aussi au niveau de la restauration et de la consommation qu'une grande partie du soutien public est distribuée : notamment la restauration collective (scolaire en particulier) qui est le premier budget des collectivités territoriales. Le **soutien vers les agriculteurs concerne environ 30 % du total des 48 milliards**. Ce n'est pas que la PAC ou Politique Agricole Commune (9 milliards d'euros pour la France, et le premier poste de dépense de l'UE). Une partie des aides aux agriculteurs prend la forme de soutien pour traverser les crises agricoles comme le gel, les inondations, la sécheresse... (voir 19. 2 milliards d'euros pour les crises agricoles).

Ces dépenses publiques sont un levier très important pour l'avenir de notre système



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

alimentaire. Elles peuvent **orienter l'action des différents acteurs (agriculteurs, les entreprises de la distribution ou de la restauration, les industriels agro-alimentaires vers des pratiques plus vertueuses). C'est le cas quand les aides publiques sont conditionnées à certaines pratiques sociales** (juste rémunération des agriculteurs et agricultrices, emplois non précaires...) **ou environnementales** (transition vers des pratiques agroécologiques, abandon de certains pesticides, lutte contre le gaspillage...). Ce qui est peu la situation des financements recensés (voir 20. 80 % pour la course au volume).

Dans le cadre de l'étude, l'intérêt de ce chiffre est d'abord de montrer la dimension collective du choix de notre alimentation - il n'est pas qu'entre les mains du "consommateur" en magasin ! C'est aussi le moyen de poser les termes d'un débat démocratique sur comment, pourquoi et qui est aidé par les subventions publiques. **Si nous mettons en avant ce chiffre important, nous ne questionnons pas le besoin de sommes conséquentes mises en commun pour nous nourrir.** Il est normal et sain que les aides publiques soient à la hauteur de l'importance capitale de cet enjeu. La question est donc plutôt la suivante : quels modèles de production agricole et alimentaire souhaite-t-on soutenir compte tenu des impératifs de justice sociale et environnementale soulevés ?

16. 19 milliards d'euros pour compenser les impacts négatifs du système alimentaire

19,1 milliards d'euros en 2021 : c'est le montant des impacts écologiques, sociaux et sanitaires négatifs liés à notre système agricole et alimentaire.

On peut le décomposer comme suit :

12,3 milliards d'euros dépensés chaque année pour soigner les maladies liées à notre système alimentaire (celles des consommateurs mais aussi des agriculteurs et des salariés de l'agro-alimentaire et de la grande distribution)

3,4 milliards d'euros dépensés chaque année pour réparer les problèmes environnementaux liés à notre système alimentaire. **Un chiffre qui ne rend pas compte de tous les dommages causés à l'environnement qui ne font pas l'objet de mesures de compensation**

3,4 milliards d'euros dépensés pour répondre aux problèmes sociaux, notamment le complément versé aux acteurs du système alimentaire dont les revenus sont trop faibles.

Ce chiffre sous-estime de fait le coût réel des impacts, car il ne prend en compte que ceux qui sont compensés. Par ailleurs, nous n'avons pas toujours accès à toutes les



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

données, certaines données scientifiques n'existent pas, et enfin, nous nous sommes refusés à quantifier ce qui ne peut l'être (à l'image de la perte de biodiversité).

Dans le cadre de l'étude, ce chiffre met en évidence le fait que les pratiques néfastes d'une majorité des acteurs de notre système alimentaire a un coût réel, et surtout évitable si on s'en abstenait ! C'est également une situation d'injustice : tout le monde cotise équitablement pour compenser les impacts négatifs, alors même que certains acteurs convergent vers des pratiques vertueuses, qui limitent les impacts sur l'environnement et la santé ; alors que tout le monde ne peut pas se permettre financièrement une alimentation saine et de qualité.

17. 12 milliards d'euros dépensés pour traiter les maladies alimentaires

Parmi les coûts de réparation des impacts de notre système alimentaire (voir 16. 19 milliards d'euros de réparation), le premier poste de dépense concerne la santé. **En tout 12,3 milliards d'euros sont dépensés chaque année !**

Il s'agit majoritairement de soigner, chez **les mangeurs**, le diabète de type 2, l'obésité et d'autres maladies directement causées par une mauvaise alimentation, pour un total de 11,7 milliards d'euros (voir [7. injonctions contradictoires](#)).

Ce calcul comptabilise aussi les **maladies professionnelles**, qui concernent des acteurs de tous les maillons du système alimentaire. Sont concernés par exemple les agriculteurs qui sont exposés à des produits chimiques dangereux pour la santé, ou les employés de l'industrie agro-alimentaire ou de grandes surfaces qui à force de tâches répétitives sont touchés par des troubles musculosquelettiques (98 % des maladies professionnelles dans la grande distribution⁸).

⁸ Assurance maladie 2022



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

18. 0,6 milliards d'euros dépensés pour l'aide alimentaire

“ Je prends ce qu'on me donne [aux Restos du Cœur] et je fais au mieux avec. C'est assez humiliant à mon âge mais c'est comme ça. [...] Je n'ai pas d'autre choix.”

Danielle, BÉNÉFICIAIRE DU MINIMUM VIEILLESSE

Un des constats insupportables qui a motivé la rédaction de l'étude est le chiffre de 8 millions de personnes en insécurité alimentaire en France. **Au moins 2 millions de personnes sont forcées de recourir à l'aide alimentaire** (voir 5. 8 millions de personnes en insécurité alimentaire), une situation encore aggravée par la crise sanitaire du Covid.

La dépendance à l'aide alimentaire est souvent vécue comme une humiliation. Les personnes qui y ont recours n'ont pas le choix de leur alimentation, et celle-ci est souvent synonyme de mauvaise qualité et d'apports nutritionnels appauvris.

L'aide alimentaire représente aujourd'hui 664 millions d'euros en 2021, sur 48 milliards au total. Il s'agit pour moitié de la défiscalisation dont bénéficie la grande distribution (320 millions d'euros) lorsqu'elle fait des dons, le reste étant réparti entre les budgets des collectivités territoriales (200 millions d'euros), et des crédits nationaux et européens (140 millions d'euros) qui financent achats de denrées, projets et aides financières.

Au regard de ces deux chiffres, l'enjeu de la dignité se pose. Avec les moyens sur la table, et avec une mobilisation similaire à celle dont on a su faire preuve par exemple au sortir de la seconde guerre mondiale, il est possible d'avoir d'autres options que le don pour se nourrir en quantité et qualité suffisante, sans stigmatisation en France.

L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

19. 2 milliards d'euros dépensés pour soutenir les agriculteurs pendant les crises



Parmi les 48 milliards d'euros de soutiens publics aux différents acteurs du système alimentaire, **2 milliards d'euros représentent des aides d'urgence pour agriculteurs et agricultrices, pour faire face aux crises et aléas (notamment climatiques) lors de l'année 2022.**

Comme le montre le tableau ci-contre, ce sont avant tout des motifs environnementaux qui sont en cause : maladies, ravageurs et aléas climatiques. Le plus frappant est l'augmentation démesurée de ces dépenses au cours de la décennie passée. L'année 2022 a également été fortement marquée par les indemnisations qui ont fait suite à la crise du Covid et aux conséquences de la guerre en Ukraine. Mais sur le long terme, ce sont les problématiques environnementales qui tracent une tendance fortement à la hausse et ce sur un temps très court. Selon toute vraisemblance, **ces dépenses sont vouées à augmenter : on sait que le dérèglement climatique rend les événements météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses.** Et ce sont des coûts bien réels, payés collectivement.

20. 80 % des aides publiques vers des acteurs pris dans une course aux volumes

Le système agricole et alimentaire français est largement soutenu par les pouvoirs publics : à hauteur de 48 milliards d'euros (voir 15. 48 milliards d'euros de soutiens). Ce montant est justifié par l'importance des enjeux alimentaires, mais l'orientation de ces fonds posent question. En effet, plus de 80 % des aides publiques bénéficient vers des acteurs pris dans une course au volume. Ce sont des exploitations agricoles, des industriels, des distributeurs et des restaurateurs tournés vers une production en quantité, au détriment de la qualité et de la durabilité des aliments. Ce "modèle volume" accroît la pression économique sur les agriculteurs, qui peinent ensuite à vivre de leur travail. Il repose sur la production de denrées standardisées, ultra transformées, avec des additifs pour prolonger la conservation des produits... En bref, **80 % des aides publiques bénéficient à des acteurs à l'origine des impacts cités (en termes sanitaire, environnemental, social...).**

Ces soutiens publics sont peu conditionnés à des pratiques vertueuses. Pire, certains sont orientés clairement de façon négative. Par exemple, les aides de la Politique Agricole Commune (PAC) sont distribuées à l'hectare. Plus une exploitation est grande, plus elle va



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

recevoir d'aide : 80 % des aides aux revenus de la PAC vont aux 20 % des exploitations les plus importantes⁹.

Seulement 6% des 48 milliards d'euros ont pu être retracés comme allant effectivement vers des productions de qualité (Label rouge ou agriculture biologique).

⁹ Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, 2021



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

FICHE D'ANIMATION

MISTIGRI

Le Secours Catholique, le réseau CIVAM, Solidarité Paysans et la Fédération des Diabétiques publient le 17 septembre 2024 une étude sur les coûts cachés de l'alimentation. Voici une courte animation pour introduire le sujet et les résultats de l'étude, sur le modèle du jeu du mistigri (aussi connu sous le nom du "pouilleux").

OBJECTIF	<ul style="list-style-type: none"> → Passer un temps ludique et convivial → faire découvrir quelques messages clés liés au rapport "L'injuste prix de notre alimentation" → Amorcer une discussion voire un débat
DURÉE	15-20 minutes
PARTICIPANT-ES	de 3 à 6 joueurs
ANIMATEUR-ICES	1 animateur
MATÉRIEL NÉCESSAIRE	<ul style="list-style-type: none"> → Un set de cartes à imprimer et découper → Une carte vierge découpée dans une feuille A4, et marquée "Maudite" avec un marker (faire en sorte que l'inscription ne soit pas visible au dos de la carte)

L'outil d'animation est constitué de 41 cartes, dont une carte maudite, et un **set de 40 cartes**, réparties en 3 couleurs différentes représentant les 3 catégories de chiffres : **en jaune les chiffres relatifs aux impacts négatifs du système alimentaire**, **en bleu les chiffres relatifs à la formation des prix et à la répartition de la valeur dans le système alimentaire**, et **en vert les chiffres relatifs au rôle de la puissance publique**.

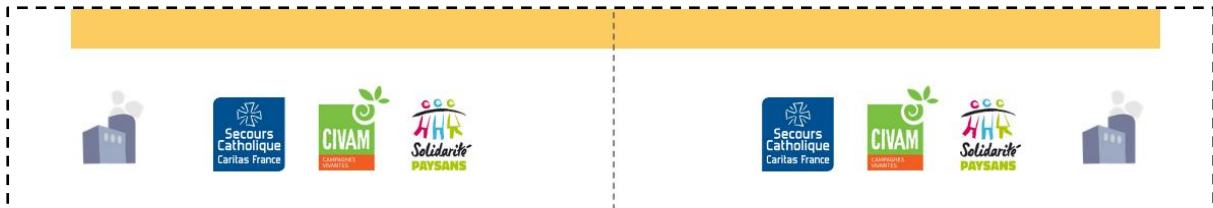
Les cartes vont par paire. Sur la première carte un chiffre, et sur la deuxième carte ce à quoi le chiffre correspond. Une aide visuelle permet aux participants et participantes de



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

repérer les binômes de cartes. En bas à gauche ou à droite il y a toujours une pastille, avec un symbole (unique pour chaque binôme de cartes).



Règles :

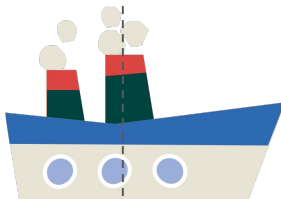
Le jeu consiste à former des paires en piochant dans le jeu du joueur de droite. Le but est de ne plus avoir de cartes en main à la fin de la partie. Ce jeu convivial permet à 3 à 6 participant.es de jouer pendant 15 à 20 minutes.

Chaque joueur pioche des cartes dans le jeu du joueur à sa droite et essaie de constituer des paires. Le joueur qui réussit à former une paire doit alors lire à haute voix ses deux cartes en commençant par le chiffre puis la description. Le but est de se débarrasser de toutes ses cartes et d'éviter de finir avec la carte maudite (qui est la seule à ne pas former de paire).

Déroulé :

- La personne qui cuisine le mieux mélange toutes les cartes (y compris la carte "maudite") et les distribue équitablement entre les participants.
- Les participants regardent leurs cartes et vérifient s'ils ont déjà des paires. Ils font un premier tour en partant de la personne qui a distribué puis dans le sens des aiguilles d'une montre : ils révèlent leurs paires et les lisent à haute voix.
- Le joueur ou la joueuse qui a commencé pioche une carte au hasard dans le jeu de son voisin de droite. Si la carte piochée forme une paire, il la lit à haute voix et défausse la paire.
- Il ou elle présente ensuite son jeu à son voisin de droite. Idem, si cette personne pioche une carte qui forme une paire, il la lit à haute voix et la défausse.
- Le jeu continue dans le sens des aiguilles d'une montre.
- Le jeu se termine lorsque toutes les paires ont été formées ou quand un seul joueur a encore des cartes en main.

A noter : le rôle de l'animateur est de faire prendre le temps aux joueurs de réfléchir au contenu des cartes et d'en discuter.



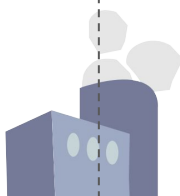
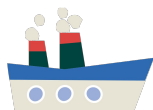
3 MILLIONS DE TONNES DE SOJA

Suffisamment pour
remplir 1200 piscines
olympiques

...C'EST LA QUANTITÉ DE SOJA IMPORTÉE DU BRÉSIL CHAQUE ANNÉE POUR NOURRIR LES ANIMAUX D'ÉLEVAGE EN FRANCE.

Le soja brésilien est la
première cause de
déforestation en Amazonie

Source : *FAO 2021



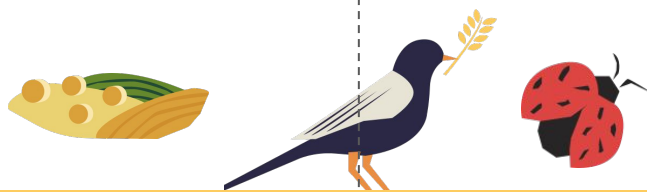
1/4

... DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DE GAZ À EFFET DE SERRE SONT GÉNÉRÉES PAR NOTRE ALIMENTATION *

Les gaz à effet de serre
sont la première cause du
dérèglement climatique**

Sources : *CITEPA 2022 ; **GIEC 2022

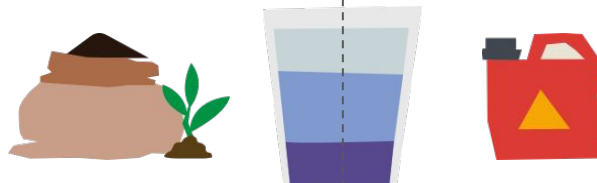




36%

...C'EST LA PART DES
ESPÈCES D'OISEAUX DE
CHAMPS QUI ONT
DISPARU DEPUIS 30 ANS
EN FRANCE*

Source : *Observatoire National de la Biodiversité 2023



40

...C'EST LE NOMBRE DE POINTS DE
COLLECTE D'EAU POTABLE QUI
SONT FERMÉS CHAQUE ANNÉE EN
MOYENNE EN FRANCE*

A cause de nitrates et
pesticides mesurés en
trop grande quantité. Des
substances
essentiellement utilisées
en agriculture.

Sources : *Bilan environnemental de la France, MTE 2023





8 MILLIONS

..C'EST LE NOMBRE DE PERSONNES
EN **INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE** EN
FRANCE *, UNE SITUATION QUI
ENGENDRE DES PROBLÈMES DE
SANTÉ, DE L'ISOLEMENT, DU STRESS

En témoigne Sylvie :
"C'est trop stressant de ne
pas pouvoir donner de la
qualité à ses enfants"

Source : *Etude des Consommations Alimentaires (INCA) 2014-2015



5,5 MILLIARDS €

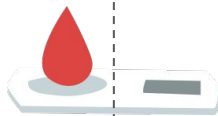
soit plus de 1000 fois le
budget du
gouvernement pour
inciter à une meilleure
alimentation

...C'EST LE MONTANT DES
DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET
COMMUNICATION DU SECTEUR
AGROALIMENTAIRE EN 2023*

la moitié de ces
publicités promeut des
produits trop gras, trop
sucrés, trop salés*

Sources : *BASIC 2024 et Santé Publique France 2020



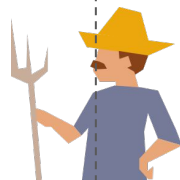


+160%

**...C'EST L'AUGMENTATION DU
NOMBRE DE FRANÇAIS TRAITÉS
POUR DIABÈTE EN 20 ANS***

En France, 90% des
diabètes sont des diabètes
de type 2, directement liés
à notre alimentation*

Source : *Inserm et Assurance Maladie 2021



18%

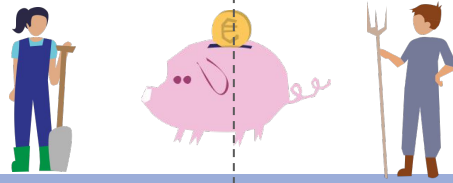
**...C'EST LE POURCENTAGE DES
AGRICULTEURS QUI VIVAIENT EN
DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ EN
2018***

Soit moins de 1 158 euro par mois

Source : *Insee 2022



LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR



LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR

DIVISÉ PAR 2

**...C'EST LA BAISSÉ DU PRIX
DES PRODUITS AGRICOLES
PAYÉS AUX PRODUCTEURS ET
PRODUCTRICES ENTRE 1975
ET 2000***

Source : *Le BASIC pour *L'injuste prix de notre alimentation 2024*



LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR



LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR

76%

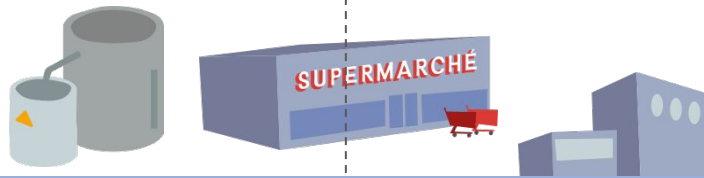
**...C'EST LA PART DES ACHATS
DES FRANÇAIS QUI SONT
RÉALISÉS EN GRANDE
SURFACE (PLUS DE 400M²)***

Au détriment des petits commerces

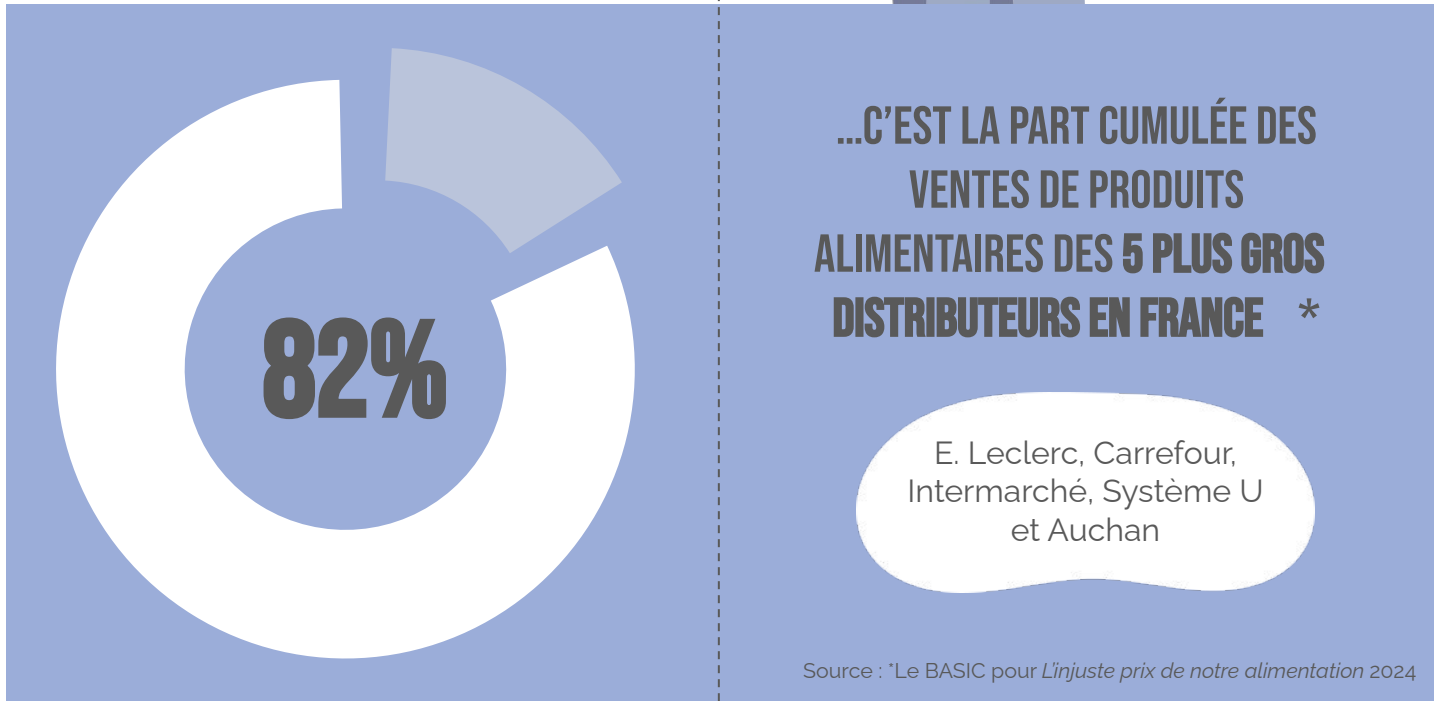
Source : *Le BASIC pour *L'injuste prix de notre alimentation 2024*



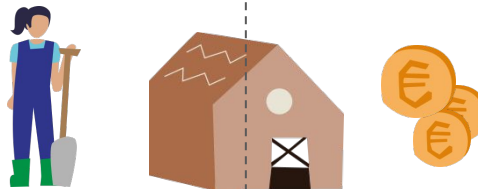
LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR



LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR



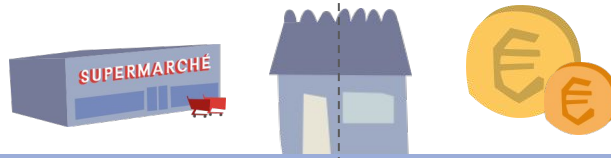
LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR



LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR



LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR



LA RÉPARTITION
INJUSTE DE LA VALEUR

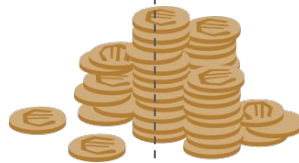
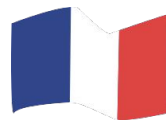


...C'EST EN MOYENNE
L'ARGENT QUI REVIENT AUX
COMMERCES SUR UN PANIER
DE 10 EUROS DE PRODUITS
ALIMENTAIRES*

Source : *Observatoire de la formation des Prix et des Marges 2018



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN

67 MILLIARDS €

2 à 3 % de la
richesse nationale
(PIB 2021)

...C'EST L'ARGENT PUBLIC DÉPENSÉ EN
2021 POUR LE FONCTIONNEMENT DU
SYSTÈME ALIMENTAIRE FRANÇAIS *

C'est ce qu'on dépense
réellement pour soutenir les
différents maillons du système
alimentaire (48), et compenser
leurs impacts négatifs (19)

Source : *Le BASIC pour L'injuste prix de notre alimentation 2024



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN

48 MILLIARDS €

Ce serait assez pour nourrir l'équivalent de la ville de Toulouse pendant 30 ans !

...C'EST LE MONTANT DES DÉPENSES PUBLIQUES POUR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE FRANÇAIS EN 2021*

Agriculture, Industrie agroalimentaire, distribution, restauration, mais aussi institutions et consommateurs

Source : *Le BASIC pour L'injuste prix de notre alimentation 2024



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN

19 MILLIARDS €

Presque autant que le budget annuel "Travail et Emploi" de la France

...C'EST L'ARGENT PUBLIC DÉPENSÉ EN 2021 POUR COMPENSER LES IMPACTS SANITAIRES (12), SOCIAUX (3,5) ET ENVIRONNEMENTAUX (3,5) DE NOTRE ALIMENTATION*

Ce sont des dépenses évitables !

Source : *Le BASIC pour L'injuste prix de notre alimentation 2024



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN

12 MILLIARDS €

C'est plus que le trou
de la Sécurité Sociale
(10,8 milliards en 2023)

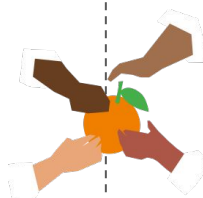
**...C'EST L'ARGENT PUBLIC DÉPENSÉ
EN 2021 POUR SOIGNER LES
MALADIES LIÉES À NOTRE
ALIMENTATION ***

Diabète, obésité, mais
aussi maladies
professionnelles liées à
l'usage de pesticides

Source : *Le BASIC pour *L'injuste prix de notre alimentation 2024*



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN

0,6 MILLIARDS €

Soit autant que le
contrat signé pour 3 ans
entre le PSG et le joueur
de foot Mbappé

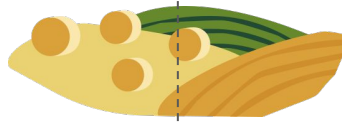
**...C'EST LE MONTANT DU
FINANCEMENT DE L'AIDE
ALIMENTAIRE PAR LES POUVOIRS
PUBLICS EN 2021***

Hors France Relance

Source : *Le BASIC et I4CE 2021



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN

2 MILLIARDS €

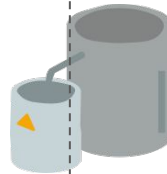
**...C'EST L'ARGENT PUBLIC DÉPENSÉ
CHAQUE ANNÉE POUR SOUTENIR
L'AGRICULTURE LORS DE CRISES
(MALADIES, SÉCHERESSES, GEL...)***

Le changement
climatique aggrave ces
crises. Ce budget risque
de monter en flèche !

Source : *chiffres de 2022, I4CE 2022



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN



CE QUE NOUS METTONS
EN COMMUN

80%

**...C'EST EN 2021 LA PART DES SOUTIENS
PUBLICS QUI BÉNÉFICIE À DES
ACTEURS PRIS DANS UNE LOGIQUE DE
COURSE AUX VOLUMES ***

Cette course au volume va de
paire avec des produits
standardisés, ultra-transformés,
et moins rémunérateurs pour
les agriculteurs et agricultrices

Source : *Le BASIC pour L'injuste prix de notre alimentation 2024

